

Élections législatives en Finlande

Le point à une semaine du scrutin

de Corinne Deloy

J-7
7 jours avant
le scrutin

2 315 candidats, dont 39% de femmes, sont en lice pour les élections législatives le 17 avril prochain en Finlande. Les Verts (VIHR) sont, parmi les partis représentés à l'Eduskunta/Riksdag (nom finnois et suédois du Parlement), les seuls à présenter plus de candidates que de candidats. Le ministère de la Justice a créé sur Facebook un groupe sur les élections législatives pour encourager les jeunes à voter. Selon une enquête d'opinion publiée par le Helsingin Sanomat, 3/4 des jeunes âgés de 18 à 28 ans s'apprêtent à se rendre aux urnes. Ils étaient 67,9% à avoir voté lors des dernières élections législatives du 18 mars 2007. Les questions liées à l'Etat providence, les inégalités et le chômage sont les thèmes qui les mobilisent le plus. Le ministère de la Justice organise également des débats sur le scrutin à l'attention des immigrés ayant obtenu la nationalité finlandaise. Ils ont augmenté de 40% par rapport au précédent scrutin législatif du 18 mars 2007 et représentent 1% des inscrits. Le vote anticipé sera autorisé entre le 6 et le 12 avril ; 40% des Finlandais remplissent leur devoir citoyen de cette façon.

Les «Vrais Finlandais» seront-ils le premier parti populiste à entrer au gouvernement d'un pays du nord de l'Europe ?

Ces dernières décennies, la Finlande avait la particularité de compter 3 partis de force quasi-équivalente : le Parti du centre (KESK) et le Rassemblement conservateur (KOK), à droite de l'échiquier politique, le Parti social-démocrate (SPD), à gauche. Ce partage à 3 semble arrivé à son terme. « *Les citoyens ne distinguent plus vraiment les différences existant entre les 3 partis très semblables les uns des autres* » déclare Tuomo Martikainen, professeur à l'université d'Helsinki. « *Il ne va plus de soi que le Rassemblement conservateur remporte finalement les élections. Il y a maintenant 4 partis (KESK, KOK, SPD et Vrais finlandais (PS)) qui ont chacun la possibilité de devenir le plus grand* » analyse Sami Borg de l'université de Tampere. La Finlande avait fini par ne plus avoir de véritable opposition. En augmentant leur crédibilité au fil des années et des scrutins, les « *Vrais Finlandais* » ont comblé ce vide. « *Timo Soini a cassé la rhétorique traditionnelle*

que les gens détestent. Il a su parler des valeurs traditionnelles et s'adresser aux plus pauvres » souligne Tuomo Martikainen. Le leader populiste a su se donner l'image d'un homme du peuple et de défenseur des « *petites gens* » contre le pouvoir établi.

En outre, de nouvelles lignes de fracture sont apparues ces dernières années au sein de la société finlandaise. L'intégration des immigrés porteurs de cultures différentes, l'homosexualité, les valeurs de la société finlandaise et même l'apprentissage obligatoire du suédois (autre langue officielle du pays) sont désormais autant de questions figurant au cœur du débat politique. Des milliers de Finlandais ont ainsi quitté l'église luthérienne pour protester contre une campagne homophobe en ligne. 78,2% des Finlandais sont membres de l'église luthérienne.

Le Forum des affaires et de la politique (EVA) a réalisé au début de l'année 2011 une enquête d'opinion sur les valeurs et les attitudes des Finlandais. Le sondage, effectué tous les 2 ans, révèle que ceux-ci sont devenus plus critiques à l'égard du système de prise de décision et des partis politiques et que leurs attitudes à

L'égard des étrangers se sont durcies. 40% considèrent qu'aucun parti politique ne s'intéresse aux véritables problèmes, un pourcentage en hausse par rapport aux précédentes enquêtes. 78% estiment que les partis politiques se sont éloignés des problèmes des citoyens, soit +8 huit points qu'il y a 2 ans. « La protestation progresse de façon importante. Ce qui est contradictoire, c'est que les Finlandais s'intéressent davantage à la politique. Selon l'enquête d'opinion, 56% d'entre eux s'intéressent à la politique et la suivent activement, contre 51% il y a 2 ans. L'augmentation de cet intérêt est due aux élections législatives et à la croissance de la popularité des Vrais Finlandais » analyse Ilkka Haavisto, directeur de recherche à l'EVA.

Plusieurs partis extrémistes ont existé en Finlande : d'extrême gauche dans les années 1930 et d'extrême droite dans les années 1970-1980. Certains ont même été au gouvernement. Les « Vrais Finlandais » sont, aux yeux des électeurs et de la classe politique, un parti politique crédible et (presque) comme les autres. Son absence de passé néonazi explique en partie cette situation. Les autres partis considèrent que s'il entre au gouvernement, le parti de Timo Soini connaîtra un sort identique à celui du Parti rural (SMP) de Veikko Venamo, membre de la coalition gouvernementale entre 1983 et 1990, qui n'a pu tenir les promesses faites aux électeurs et que l'épreuve du pouvoir a conduit au déclin.

L'Union européenne, clivage de la scène politique finlandaise

En 2011, les « Vrais Finlandais » ont déjà remporté une victoire en parvenant à fixer l'agenda électoral. L'accueil et l'intégration des immigrés, ainsi que l'Union européenne sont des thèmes majeurs de la campagne législative. Le parti populiste a été le premier à capitaliser sur le thème de l'immigration mais il n'est pas le seul à en parler. L'ensemble des partis ont, ces dernières années, durci leur attitude sur le sujet. « Les Vrais Finlandais n'ont pas le monopole de la rhétorique anti-immigrés. Celle-ci résonne depuis longtemps au Parlement chez les députés des plus grands partis, mais ceux-ci n'en avaient pas fait un argument électoral » déclare Jussi Förbom, politologue. Ainsi, Tapani Tolli, député KESK, a affirmé que le (généreux) système social finlandais attirait les immigrés et demandé

à son parti de réfléchir à renoncer à l'octroi du droit de résidence sur des bases humanitaires. Kari Rajamaeki, député SPD, a exigé un contrôle plus strict de l'immigration.

« Les Vrais Finlandais sont autoritaires, favorables à la famille, à la loi et à l'ordre et opposés à l'immigration. En cela, ils sont d'extrême droite » analyse Anders Helström, politologue ajoutant « Ces partis ne sont plus marginaux. Ils sont établis, ils font partie désormais du courant dominant ». Les autres partis ne peuvent plus se permettre de ne pas se positionner sur les enjeux mis en avant par les « Vrais Finlandais » en dénonçant ceux-ci comme infondés ou de négliger le vote protestataire.

Timo Soini déplore le fait que les criminels bénéficient d'une protection juridique élevée, que les étrangers ayant commis des crimes ne sont pas expulsés plus souvent et remet en cause le quota annuel de réfugiés. Le vice-président du parti, Veli-Matti Saarakkala, a déclaré qu'aucun autre pays ne possède un tel quota. Il souhaite diminuer les aides sociales payées aux étrangers ayant obtenu le permis de séjour.

La Finlande compte 155 000 personnes nées à l'étranger, soit 3% de sa population, mais leur nombre croissant suscite l'inquiétude dans un pays jusqu'alors homogène. « Il y a vraiment très peu d'étrangers en Finlande. Mais ces dernières années, davantage d'immigrés sont venus travailler ici, ce qui est un grand changement » affirme Johanna Suurpää, médiatrice en charge des questions relatives aux minorités. La Finlande a assoupli sa législation permettant aux étrangers disposant d'un permis de séjour temporaire de travailler. En 2008, le nombre de demandeurs d'asile est passé de 1 434 à 4 035 personnes. L'an passé toutefois, le nombre de ceux venus d'Irak et de Somalie a chuté de 50%.

Désindustrialisation, implication des partis politiques (KESK et KOK) dans des scandales financiers, crise de la dette en Europe, telles sont les raisons expliquant la montée des « Vrais Finlandais » dans les enquêtes d'opinion.

Mais le sujet actuel sur lequel le parti populiste mobilise – avec succès – l'opinion publique est le suivant : la crise de la zone euro et de la dette en Europe. Les difficultés économiques actuelles de l'Union européenne sont un thème qui résonne de façon particulière dans un pays où l'euroscpticisme est toujours vif parmi

une partie de la population. Juhha Väättäin, champion d'Europe du 5 000m et du 10 000 m en 1971 et membre des « *Vrais Finlandais* », a ainsi déclaré qu'avec l'argent versé à la Grèce, la Finlande pourrait construire 20 000 nouveaux logements.

La Premier ministre, Mari Kiviniemi (KESK), a tenté de rassurer les électeurs sensibles aux arguments anti-européens des « *Vrais Finlandais* » en déclarant que la contribution de son pays au Fonds européen de stabilité financière (FESF) ne sera pas modifiée. Le ministre des Finances, Jyrki Katainen, leader du KOK, a ainsi adopté une ligne dure face à la demande de l'Irlande d'une baisse du taux d'intérêt (5,83%) de la tranche européenne du prêt international qui lui a été accordé. Il a cependant admis que si le Portugal demandait une aide à l'Europe, la Finlande devrait tenir ses engagements en souscrivant à l'augmentation des garanties de prêt du FESF. « *Il est assez évident que nous devons accroître les garanties de prêt. Simplement, nous ne savons pas quand cela se produira* » a déclaré Jyrki Katainen.

La Présidente finlandaise, Tarja Halonen (SPD), a indiqué que « *les bons élèves, comme la Finlande et l'Allemagne, n'étaient pas destinés à être les banquiers de demain (...)* Nous sommes prêts à protéger l'euro mais chacun doit veiller sur son économie et se conformer aux règles ».

En raison des atermoiements finlandais et du refus de la Commission parlementaire en charge des relations avec l'Europe d'accorder au gouvernement l'autorisation de renforcer le FESF, la décision finale des chefs d'Etat de la zone euro sur le sujet a été suspendue et ne devrait intervenir qu'après le scrutin législatif du 17 avril. « *Beaucoup dépend de la performance électorale des Vrais Finlandais et de leur disponibilité à faire des concessions à leur stricte doctrine eurosceptique* » a indiqué Blanka Kolenikova, analyste chez IHS Global Insight.

Les partis politiques sont divisés quant à la participation de la Finlande au Mécanisme européen de stabilité et au FESF. Le KOK, les Verts et le Parti du peuple suédois (SFP) y sont favorables. Le KESK est partisan du Mécanisme européen de stabilité et prêt à approuver un doublement du FESF si cela est indispensable. Le SPD ne les accepte que si les responsabilités des banques sont prises en compte ; cela constitue un

durcissement de son attitude puisque l'été dernier, il avait approuvé la participation de la Finlande au FESF sans implication de la responsabilité des banques privées. Le parti d'extrême gauche l'Alliance des gauches (VAS), le Parti chrétien-démocrate et les Vrais Finlandais y sont opposés.

Les populistes et les extrémistes de gauche se retrouvent donc sur le terrain européen. Annika Lapintie, présidente du groupe parlementaire de l'Alliance des gauches, affirme, comme Timo Soini, que les 3 « *grands* » partis veulent transformer l'Union européenne en union fédérale, une idée à laquelle elle est opposée. Au mois de mars dernier, l'Alliance des gauches avait déposé une motion de censure du gouvernement sur les garanties finlandaises. Le premier signataire de la motion, Paavo Arhinmäki, président de l'Alliance des gauches, accusait le gouvernement d'avoir doublé les garanties finlandaises. Lors du vote, le parlement avait renouvelé sa confiance au gouvernement par 104 voix contre 62.

Le SPD, de tradition pro-européenne, a voté contre la confiance. « *Le SPD a été un parti européen mais maintenant il suit les Vrais Finlandais* » a déclaré Jyrki Katainen. Timo Soini a qualifié cette opposition du SPD de politique. « *Si les sociaux-démocrates avaient été au gouvernement, ils auraient voté pour comme les autres* » a-t-il souligné.

Timo Soini a renoncé à sa volonté d'obtenir une dérogation concernant la participation de son parti au prochain gouvernement. Lors du 1er débat télévisé de la campagne électorale le 31 mars, il a déclaré que si les « *Vrais Finlandais* » entrent au gouvernement, ils s'opposent au Mécanisme européen de stabilité comme à d'éventuelles aides au Portugal et à l'augmentation des garanties. « *Nous honorerons les engagements pris par la Finlande. Je veux dire que nous soutiendrons l'Irlande et la Grèce. Mais pas davantage (...)* Notre but est de faire prendre conscience aux Finlandais que le système doit être renégocié. Nous ne souhaitons pas socialiser la dette. Cela contribuerait à transférer encore davantage de nos pouvoirs nationaux vers l'Union européenne » a déclaré Timo Soini ajoutant « *La Finlande ne sera pas mise à la porte de l'euro pour cela* ».

La Premier ministre, Mari Kiviniemi, lui a immédiatement répondu qu'il ne pourrait dans ce cas envisager

d'intégrer la coalition gouvernementale. Jyrki Katainen (KOK) a indiqué que s'il était Premier ministre, il n'accepterait pas dans son gouvernement un parti s'opposant au Mécanisme européen de stabilité. « *Les Verts sont donc le seul parti à pouvoir bénéficier de certains privilèges* » a souligné le leader populiste, rappelant que les écologistes avaient été autorisés à voter contre l'énergie nucléaire alors qu'ils étaient membres du gouvernement.

L'avenir de l'Etat providence : les questions clés de la fiscalité et de la redistribution

Tous les leaders politiques sont favorables à une augmentation des impôts (1 à 1,5 milliard €) mais ils diffèrent sur les solutions à apporter contre l'endettement du pays. Jutta Urpilainen (SPD) considère que la politique fiscale menée par les forces de droite a « *ruiné l'économie de l'Europe* ». Elle se montre critique envers le programme des « *Vrais Finlandais* » qui entendent poursuivre l'endettement du pays. Le SPD souhaite réintroduire le versement d'une allocation aux parents estimant que cela rapporterait in fine 1,5 milliard €.

Le Parti du centre y est totalement opposé, considérant qu'une telle allocation est injuste et ne profiterait qu'aux familles les plus aisées. Pour la Premier ministre Mari Kiviniemi, le programme fiscal du SPD constitue un « *fardeau pour les entreprises* » et entraînerait la destruction de milliers d'emplois ; elle est favorable à une hausse modérée des impôts et s'est engagée à ne pas supprimer les minima des aides sociales ou allocations familiales. « *Nous ne devons pas faire d'économies trop strictes. Nous ne devons pas répéter les erreurs que le gouvernement bleu-rouge (SPD-KOK) avait commis après la crise des années 1990* » a déclaré Mari Kiviniemi. Le KESK a pour objectif de créer 150 000 à 200 000 nouveaux emplois lors de la prochaine législature.

Fin mars, la Banque centrale de Finlande a publié ses dernières prévisions : la croissance du PIB s'élèvera à 3,9% en 2011 et à 2,7% en 2012. Selon l'Institut national de recherches statistiques, le PIB finlandais a augmenté de 3% par an en moyenne entre 2001 à 2008. Erkki Liikanen, gouverneur de la Banque centrale, estime que les prévisions reflètent l'essor de l'économie finlandaise, soutenue par l'augmentation

de la consommation des particuliers et les investissements immobiliers. Le pays a été l'un des plus touchés par la crise économique internationale qui a débuté à l'automne 2008. Le PIB avait reculé de 8,2% en 2009. Une récente enquête d'opinion montre que 79% des Finlandais sont favorables à la progressivité de l'impôt sur les revenus du capital. Selon les personnes interrogées, cette progressivité permettrait de réduire les inégalités de revenus, les revenus du capital étant taxés moins lourdement que ne le sont ceux du travail. 63% souhaitent voir restaurer l'impôt sur la fortune, aboli en 2006.

Le scrutin législatif du 17 avril devrait faire naître un nouveau partage du pouvoir en Finlande. Selon toutes les enquêtes d'opinion, les « *Vrais Finlandais* » pourraient enregistrer une forte progression, voire devenir le 2e parti politique du pays, ce qui constituerait un bouleversement. Dans ce cas, Timo Soini se retrouverait dans la position de faiseur de roi. « *Si le parti remporte de nombreux sièges, il sera difficile de l'exclure des négociations pré gouvernementales* » analyse Pasi Saukkonen, politologue de l'université d'Helsinki.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Research Insight Finland pour la chaîne de télévision MTV3 et publiée le 5 avril, le KOK et le KESK sont au coude à coude, crédités respectivement de 19,9% et 19,8% des intentions de vote. Le SPD recueillerait 18,1% et les « *Vrais Finlandais* » 16,2%. « *Il est un peu tôt pour le dire mais ce sondage montre que les Vrais Finlandais ont peut-être atteint leur sommet. Cependant, le soutien qu'ils peuvent recueillir est par nature incertain puisqu'il dépend du mécontentement de la population et qu'il exprime une protestation* » a souligné Heikki Paloheimo, professeur de science politique à l'université de Tampere.

Une autre enquête d'opinion réalisée pour Turun Sanomat montre une augmentation des intentions de vote en faveur des « *Vrais Finlandais* » dans la région de Turku où le parti est crédité de 21,7% des suffrages, talonnant le KOK qui recueillerait 21,9%. En Savonie du Nord, le parti populiste obtiendrait 21,7% des suffrages et 17,6% en Finlande centrale. Il a également dépassé le SPD dans la circonscription d'Uusimaa, la plus grande du pays, où il figure en 2^e position avec 18% s derrière le KOK avec 26,5%. En revanche, il ne progresse pas à Helsinki, 11,6%.

Les « *Vrais Finlandais* » séduisent de nombreux sympathisants du Parti du centre, très réticents au soutien de leur pays à la Grèce ou à l'Irlande, notamment dans les milieux ruraux où le parti est bien implanté. Ils attirent également des proches du SPD. Une enquête interne réalisée par la Confédération des syndicats finlandais a révélé que 10% de ses membres soutiennent les Vrais finlandais. La Confédération regroupe un million d'adhérents, soit un cinquième de la population.

La participation devrait jouer un rôle important dans le résultat du scrutin. Celle-ci est traditionnellement plus faible en Finlande que dans les autres pays nordiques. 67,9% des Finlandais se sont rendus aux urnes lors des dernières élections législatives du 18 mars 2007, mais 82,1% des Suédois se sont déplacés en septembre 2010, 75,4% des Norvégiens en septembre 2009 et 86,5% des Danois en novembre 2007.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE LA FONDATION

L'Europe et la crise économique mondiale expliquée en 10 fiches – Question d'Europe n°200
04/04/2011 - Sebastian Paulo

Élections législatives Finlande - Analyse – avril 2011

L'état de l'Union 2011, Rapport Schuman sur l'Europe, sous la direction de T. Chopin et M.Foucher, Ligne de repères, Paris – Mars 2011

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.

Rappel des résultats des élections législatives du 18 mars 2007 en Finlande

Participation : 67,90%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Parti du centre (KESK)	640 428	23,10	51
Rassemblement conservateur (KOK)	616 841	22,25	50
Parti social-démocrate (SPD)	594 194	21,44	45
Alliance des gauches (VAS)	244 296	8,82	17
Verts (VIHR)	234 429	8,46	15
Parti du peuple suédois (SFP)	126 520	4,57	9
Parti chrétien-démocrate (SKL)	134 790	4,86	7
Vrais Finlandais (PS)	112 256	4,05	5
Parti communiste (SKP)	18 277	0,66	0
Parti des citoyens séniors (SS)	16 715	0,60	0
Åland	12 588	0,45	1
Parti de l'indépendance (I)	5 541	0,20	0
Bleu-blanc du peuple finlandais (SKS)	3 913	0,14	0
Libéraux(L)	3 171	0,11	0
Pour les pauvres	2 521	0,10	0
Parti communiste des travailleurs (KTP)	2 007	0	0
Parti des travailleurs (ST)	1 764	0	0
Mouvement national populaire de Finlande	821	0	0
Parti de la responsabilité commune	164	0	0

Source : Office des statistiques finlandais (http://tilastokeskus.fi/til/evaa/2007/evaa_2007_2007-03-22_tie_002_en.html)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.